

du Conseil privé impérial en janvier 1946. Il a été bâtonnier général du Barreau de la province de Québec et, en 1931-1932, président de l'Association du Barreau canadien dont il était président honoraire à vie.

En 1941, M. Saint-Laurent succédait à feu le très honorable Ernest Lapointe au poste de ministre de la Justice et procureur général du Canada. Lors d'une élection partielle en 1942, il fut élu député de Québec-Est à la Chambre des communes puis réélu aux élections générales de 1945, 1949 et 1953.

Le 4 septembre 1946, on annonçait la nomination de M. Saint-Laurent au poste de secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Il continua de diriger le ministère de la Justice jusqu'au 10 décembre 1946 et se consacra entièrement par la suite aux Affaires extérieures.

M. Saint-Laurent fut chef adjoint de la délégation canadienne à la Conférence de San Francisco en 1945 et président de la délégation canadienne à la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies tenue à Londres au début de 1946.

En 1945, pendant que le premier ministre, M. Mackenzie King, était en voyage en Grande-Bretagne, M. Saint-Laurent assura l'intérim au ministère des Affaires extérieures et, à l'été de 1946, pendant que M. King assistait à des conférences à l'étranger, il fut premier ministre suppléant du Canada.

M. Saint-Laurent fut président de la délégation canadienne à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale des Nations Unies, ainsi qu'à la deuxième session, qui eurent lieu à New York en octobre 1946 et en septembre 1947 respectivement.

En août 1948, le congrès national du parti libéral, convoqué par la Fédération libérale nationale en vue de choisir un successeur au chef démissionnaire, le très honorable W.L. Mackenzie King, élit M. Saint-Laurent à la direction du parti.

Le 10 septembre 1948, M. Saint-Laurent reprenait le portefeuille de la Justice et redevenait premier ministre suppléant pendant que M. King assistait, à Paris, à la troisième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. La maladie ayant empêché M. King de participer à la réunion des premiers ministres du Commonwealth

qui s'ouvrit à Londres le 11 octobre de la même année, M. Saint-Laurent le remplaça durant la dernière partie des entretiens.

Le 15 novembre 1948, M. Saint-Laurent devint premier ministre du Canada et président du Conseil privé. Il était alors âgé de 66 ans.

Le cabinet Saint-Laurent donna sa démission le 21 juin 1957 après la défaite du gouvernement libéral aux élections générales du 10 juin. M. Saint-Laurent demeura à la tête du parti libéral et fut chef de l'Opposition durant la Vingt-Troisième Législature.

Pendant les neuf années où il a été premier ministre, M. Saint-Laurent a assisté à six Conférences des premiers ministres du Commonwealth (en 1949, 1951, 1952, 1953, 1955 et 1956) et a effectué plusieurs visites aux États-Unis. Il était à la tête de la délégation canadienne lors du couronnement de la reine Elizabeth II en juin 1953. En février et en mars 1954, il entreprit un voyage autour du monde visitant la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne, l'Italie, le Pakistan, l'Inde, Ceylan, l'Indonésie, les Philippines, la Corée, le Japon et Hawaï. Au printemps de 1956, il participa à une conférence avec le président des États-Unis et le président du Mexique à White Sulphur Springs, en Virginie occidentale.

En mars 1958, M. Saint-Laurent se retira de la politique active.

Hommage de M. Trudeau

Le Canada vient de perdre un citoyen éminent. Son oeuvre cependant lui survivra, et son nom restera pour toujours associé aux qualités de coeur et d'esprit qui lui avaient valu le respect et l'admiration de tant de Canadiens à travers tout le pays.

Comme homme, comme serviteur de l'État, comme chef de gouvernement, le très honorable Louis-S. Saint-Laurent s'était en effet gagné depuis longtemps une place de choix dans l'affection et l'estime de ses concitoyens. Sa courtoisie innée, son profond respect des autres témoignaient sans cesse d'une aménité et d'une bonté tout à fait exceptionnelles.

Monsieur Saint-Laurent avait une foi inébranlable dans le Canada. Et, pour lui, il ne pouvait y avoir de plus grand honneur que de servir son pays, ce à

quoi il s'est employé avec un sens aigu du devoir et un dévouement exemplaire.

C'est avant tout par souci d'assurer l'harmonie nationale qu'il entra sur la scène politique. Grâce à lui, les Canadiens ont appris à mieux comprendre le Canada, et pour tous ses compatriotes il devient le vivant symbole de notre unité et de notre fraternité.

Les seize années qu'il a consacrées au pays se sont révélées fécondes pour le Canada, tant sur le plan national qu'au niveau international. Son action marque encore la vie canadienne. Comme ministre de la Justice, comme secrétaire d'État aux Affaires extérieures, comme premier ministre, il a joué un rôle capital dans l'évolution sociale, constitutionnelle et juridique du pays.

Grâce à sa présence parmi nous, grâce à son patriotisme éclairé, le Canada a fait de remarquables progrès.

Projet de centrale hydro-électrique au Yukon

Le ministre du Nord canadien, M. Jean Chrétien, a confirmé la recommandation de la Commission des eaux du Yukon pour la construction de la centrale hydro-électrique d'Aishihik.

Le site à aménager se trouve à 100 milles au nord-ouest de Whitehorse et les travaux coûteront quelque 15 millions de dollars. La Commission d'énergie du Nord canadien a proposé d'utiliser les eaux du bassin hydrographique d'Aishihik pour alimenter une centrale dont la capacité pourra atteindre 30 mégawatts. Cette puissance accrue d'énergie permettra de répondre à la demande d'électricité prévue dans le sud du Yukon.

Le ministre du Nord canadien a déclaré: "Nous avons pris cette décision en veillant au respect des droits des Indiens sur les terres, et je suis convaincu que nous avons protégé l'habitat de la faune aquatique et terrestre de la région."

La Commission des eaux du Yukon, établie en vertu de la Loi sur les eaux intérieures du Nord, comprend des représentants de six ministères fédéraux qui s'intéressent aux eaux du Nord et trois représentants nommés par le commissaire en conseil du Yukon.